

REPUBLIQUE GABONAISE

Union -Travail -Justice



**ANNEXE RELATIVE A LA SURVEILLANCE
FINANCIERE DES SERVICES PUBLICS
PERSONNALISES**

ANNEXE A LA LOI DE REGLEMENT 2021

Table des matières

INTRODUCTION	3
1 PRESENTATION DES SERVICES PUBLICS PERSONNALISES	4
1.1 QUELQUES NOTIONS	4
1.2 DISPOSITIONS RELATIVES AUX SERVICES PUBLICS PERSONNALISES	5
1.3 PLACE DES SPP DANS L'ADMINISTRATION CENTRALE	5
1.4 PRINCIPES ET MODALITES DE SUPERVISION	5
2 PERIMETRE DE GESTION DES SERVICES PUBLICS PERSONNALISES	7
2.1 PRESENTATION DES SPP PAR POLE DE POLITIQUES PUBLIQUES	7
2.2 PÔLE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES	8
2.3 PÔLE DEVELOPPEMENT HUMAIN ET PROSPERITE PARTAGEE	9
2.4 PÔLE DIVERSIFICATION ET OPPORTUNITE DE CROISSANCE	11
2.5 PÔLE SERVICES GENERAUX, ORDRES ET SECURITE	12
2.6 PÔLE AFFAIRES ECONOMIQUES	12
3 CADRE DE GOUVERNANCE ET DE GESTION DES SERVICES PUBLICS PERSONNALISES	13
3.1 CADRE DE GOUVERNANCE	13
3.2 CADRE DE GESTION	14
4 SITUATIONS D'EXECUTION FINANCIERE DES SERVICES PUBLICS PERSONNALISES	14
4.1 SITUATION D'EXECUTION DES SPP PAR POLE DE POLITIQUE PUBLIQUE	14
4.2 SITUATION D'EXECUTION PAR NATURE DE SPP	15
4.3 SITUATION D'EXECUTION CONSOLIDEE DES SPP PAR TITRE	16
4.4 SITUATION D'EXECUTION CONSOLIDEE DES AUTORITES ADMINISTRATIVES INDEPENDANTES	17
ANNEXES.....	18
Annexe 1. Répartition globale des SPP par pôle de politiques publiques et par mission	19
Annexe 2. Annexe détaillée de l'exécution des SPP par pôle de politiques publiques.....	21

INTRODUCTION

L'exhaustivité du budget, par la prise en compte de l'ensemble des dépenses et recettes de l'Etat, est un enjeu majeur dans la transparence des finances publiques. En effet, l'ensemble des rapports budgétaires, à destination du public, des Parlementaires ou de la Cour des Comptes, doivent couvrir toutes les activités budgétaires et extrabudgétaires de l'Administration pour donner une image fidèle et complète des recettes, des dépenses et du financement du budget de l'Etat.

Ainsi, faisant suite aux recommandations des partenaires techniques et financiers, entre autres du Fonds Monétaire International contenu dans le mémorandum d'accord signé en juin 2021, reprises dans les engagements du Gouvernement dans le Plan de Relance de l'Economie (PRE), le Plan de l'Accélération de la Transformation (PAT), ledit Gouvernement a pris les mesures idoines afin que les lois de finances soient accompagnées de toutes les annexes selon la LOLFEB dont l'annexe sur le suivi financier des services publics personnalisés (SPP).

Des efforts sont donc faits depuis quelques années dans le sens de la consolidation de l'information financière disponible sur le secteur parapublic, en dehors du montant des transferts du budget de l'Etat.

Les SPP jouent un rôle de premier choix dans le processus de développement à travers leurs contributions dans la mise en œuvre des politiques publiques, la fourniture des services de base, la réalisation des infrastructures nécessaires à l'amélioration des conditions de vie, et la contribution à l'aménagement du territoire.

Aussi, après la forte récession de l'économie mondiale en 2020 (-4,7% contre +2,8%), marquée par la propagation de la pandémie de la covid 19 et la régression de l'activité induite, la reprise de la croissance mondiale en 2021, a permis à l'Etat de poursuivre son soutien vis-à-vis des SPP par sa contribution au fonctionnement et aux projets d'investissement desdits services, intégrée sous formes de transferts dans les dépenses de fonctionnement courant et d'investissement du Budget de l'Etat.

Ainsi, dans le cadre de l'élaboration de la loi de règlement (LR), gestion 2021, les données recueillies pour concevoir la présente annexe ont porté principalement sur l'exécution financière des SPP pour l'exercice 2021.

1 PRESENTATION DES SERVICES PUBLICS PERSONNALISES

1.1 QUELQUES NOTIONS

Conformément aux dispositions de l'article 35 de la loi n°020/2005 du 3 janvier 2006 fixant les règles de création, d'organisation et de gestion des services de l'Etat, les services publics personnalisés (SPP) sont les organismes publics assurant une mission de service public et jouissant de par la loi, d'une personnalité juridique distincte de celle de l'Etat.

Les services publics personnalisés de l'Etat se catégorisent ainsi qu'il suit :

- les établissements publics à caractère administratif ;
- les établissements publics à caractère professionnel ;
- les établissements publics à caractère industriel et commercial ;
- les établissements publics à caractère culturel, scientifique, technologique et environnemental ;
- les sociétés d'Etat ;
- les groupements d'intérêt public.

Les Etablissements Publics d'Administration (EPA) et les Etablissements Publics industriels et Commerciaux (EPIC) se distinguent par leurs activités. Les EPA sont des services publics administratifs soumis au droit public, alors que les EPIC sont des services publics industriels et commerciaux qui, comme son nom l'indique, peuvent réaliser des opérations industrielles et commerciales de production, de transformation ou d'échange. Ils sont gérés selon les mêmes règles que les sociétés de droit privé. Trois (3) critères permettent de différencier leurs activités et de déterminer le caractère éventuellement marchand.

Il s'agit de :

- **l'objet de l'établissement**, missions traditionnelles de souveraineté ou d'action sociale pour les EPA, production et commercialisation de biens et services pour les EPIC ;
- **les ressources**, sommes payées par les usagers pour un service ou production rendus, pour les EPIC ;
- **les modalités de fonctionnement**, relevant du droit privé (EPIC) ou du droit public (EPA).

Les SPP sont, sauf disposition législative contraire, placés sous la tutelle technique d'un ou de plusieurs Ministres (Ministre(s) de tutelle) et sous la tutelle financière du Ministre chargé du Budget. Ils comprennent des organes délibérants constitués en conseil d'administration, commission ou comité.

La définition des SPP et le processus d'élaboration des budgets desdites structures reposent sur un cadre législatif et réglementaire approprié, qui en définit le fonctionnement, les missions, les acteurs, les spécificités et les mécanismes.

1.2 DISPOSITIONS RELATIVES AUX SERVICES PUBLICS PERSONNALISES

Le cadre législatif et réglementaire des SPP et le processus d'élaboration de leurs budgets se déclinent ainsi qu'il suit :

- la loi organique n°017/2020 du 17 juillet 2020 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi organique n°20/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget (LOLFEB) ;
- la loi n°11 /82 du 24 janvier 1983 portant régime juridique des établissements publics (EP), des sociétés d'Etat, des sociétés d'économie mixte et des sociétés à participation financière publique ;
- la loi n°12 /82 du 24 janvier 1983 portant organisation de la tutelle de l'Etat sur les EP, les sociétés d'économie mixtes et les sociétés à participation financière ;
- la loi n°20/2005 du 3 janvier 2006, fixant les règles de création, d'organisation et de gestion des services de l'Etat ;
- le décret n°576/PR/MBCP du 24 novembre 2015 relatif à la mise en œuvre des contrats d'objectifs et de performance ;
- le décret n°000211/PR/MEF du 02 juillet 2020, portant réorganisation de la Direction Générale du Budget et des Finances Publiques ;
- le décret n°01403/PR/MBCPFPRE du 06 décembre 2011 fixant le cadre budgétaire et comptable des établissements publics nationaux, des institutions constitutionnelles et des administrations de l'Etat jouissant de l'autonomie de gestion.

1.3 PLACE DES SPP DANS L'ADMINISTRATION CENTRALE

Les SPP interviennent dans plusieurs domaines de l'Administration centrale notamment, dans les finances, les transports, la gouvernance, les infrastructures, le social et la culture. Ils ont pour objectif de rendre plus efficiente :

- le fonctionnement de l'administration publique avec une séparation explicite des fonctions de réglementation, d'animation et de pilotage qui reste l'apanage des services centraux de l'administration ;
- les fonctions de régulation et d'exécution qui leur sont confiées.

Par ailleurs, les SPP ont pour mission d'assurer la satisfaction des besoins d'intérêt général et/ou essentiels, par la livraison d'un service public ou d'un bien de façon régulière et continue, dans le respect des intérêts et de l'égalité des citoyens.

1.4 PRINCIPES ET MODALITES DE SUPERVISION

Créé par le décret n°000211/PR/MEF du 02 juillet 2020, portant réorganisation de la Direction Générale du Budget et des Finances Publiques, le service d'appui aux autonomies est chargé de renforcer la gouvernance et le suivi des établissements publics d'Etat.

Par ailleurs, une circulaire n°000001/PM/CAB-PM relative à la gestion budgétaire 2021 du Premier Ministre, Chef du Gouvernement instruisait les services publics personnalisés à transmettre leurs états financiers à la Direction Générale du Budget et des Finances Publiques. Les données recueillies ont servi à concevoir la présente annexe.

Cette annexe porte principalement sur la présentation des recettes et dépenses des SPP pour l'exercice 2021.

Aussi, conformément aux dispositions de l'article 7 de la LOLFEB, ensemble les textes modificatifs subséquents, qui stipulent que "les budgets des administrations publiques déterminent pour chaque année, dans un document unique pour chacune d'entre elles, l'ensemble de leurs recettes et de leurs dépenses, présentées pour leur montant brut", les Services Publics Personnalisés (SPP) sont invités à transmettre annuellement au Ministère en charge du budget leurs états financiers.

La transmission des états financiers de ces quatre dernières années relève l'existence de **109 services publics personnalisés (SPP) et assimilés** pour le compte de l'exercice budgétaire 2021, dont :

- 4 autorités administratives autonomes, indépendantes et de régulation ;
- 99 opérateurs de l'Etat dont 23 structures hospitalières et 20 établissements de formations techniques, universitaires et post-universitaires ;
- 6 sociétés anonymes (SA).

Cependant, sur un total de 109 SPP et assimilés, seuls 93 soit 85% des SPP se sont pliés à l'exercice à l'exception de ceux présents à l'intérieur du pays ainsi que de l'ensemble des SA. Cette annexe a été réalisée sur la base des données financières disponibles. Les données sont présentées en prévision et en exécution pour l'année 2021.

2 PERIMETRE DE GESTION DES SERVICES PUBLICS PERSONNALISES

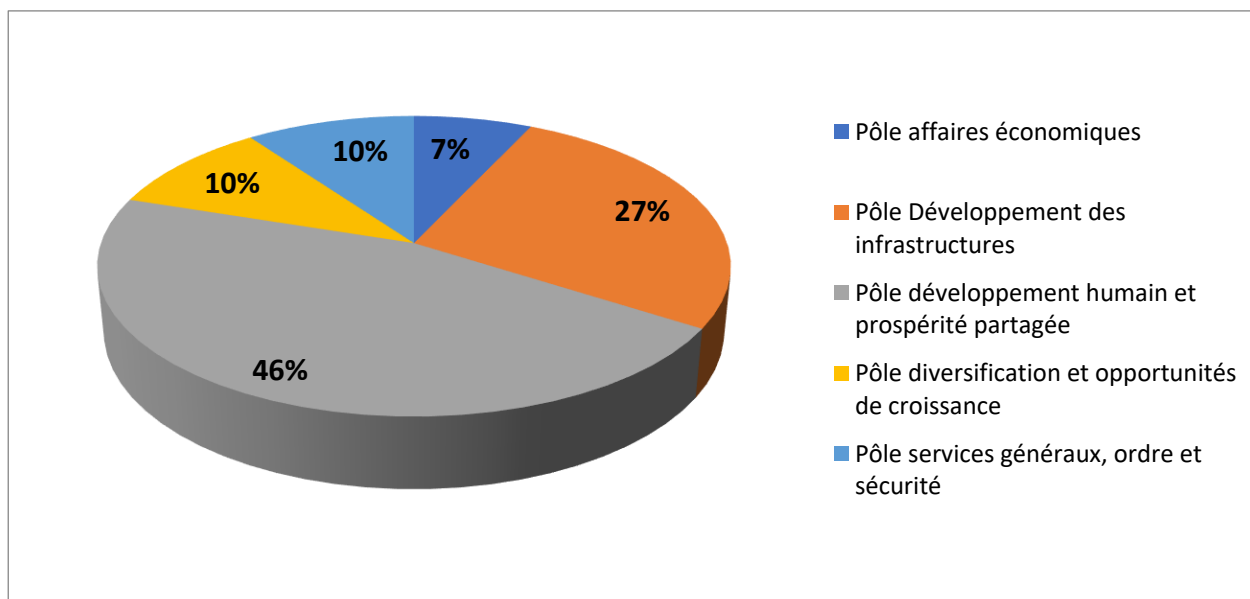
2.1 PRESENTATION DES SPP PAR POLE DE POLITIQUES PUBLIQUES

Les conférences budgétaires tenues en prélude à l'élaboration de loi de finances 2021, avaient pour innovation la présentation des besoins des administrations par pôle de politiques publiques. A cet effet, la présentation avait porté sur (5) pôles de politiques publiques ayant pour effet de renforcer la cohérence de la programmation budgétaire. Il s'agit des pôles suivants :

- pôle développement des infrastructures ;
- pôle développement humain et prospérité partagée ;
- pôle diversification et opportunité de croissance ;
- pôle services généraux, ordre et sécurité ;
- pôle affaires économiques.

Dans un souci de cohérence, les analyses du présent rapport obéissent à cette logique. De plus, sur un global de 109 SPP et assimilés, notre analyse concerne les **services publics et assimilés** dont l'information financière était disponible.

Graphique n°1 : Répartition en pourcentage des SPP par pôle de politiques publiques



2.2 PÔLE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES

Le pôle développement des infrastructures s'articule autour des infrastructures routières, aéroportuaires, ferroviaires et portuaires. Il englobe aussi, des secteurs qui précèdent la croissance notamment l'eau, l'énergie, les infrastructures, l'aménagement du territoire et l'habitat. Ce pôle compte 35 SPP retracés dans le tableau suivant :

Tableau n°1 : SPP du pôle développement des infrastructures

N°	Statut SPP	Libellé SPP	Acronymes
1	EPA	Agence Gabonaise d'Études et d'Observations Spatiales.	AGEOS
2	EPA	Agence Nationale des Infrastructures Numérique et des Fréquences	ANINF
3	SE	Société de Patrimoine des Infrastructures Numériques	SPIN
4	EPA	Institut Gabonais de l'Image et du Son	IGIS
5	EPA	Gabon télévision	GT
6	EPA	Radio Gabon administration générale	RG
7	EPA	Télédiffusion du Gabon	TG
8	EPA	Agence Gabonaise de Presse	AGP
9	EPA	Institut National de la Poste des Technologies de l'Information et de la Communication	INPTIC
10	SE	Poste Société Anonyme	Poste SA
11	AAI	Agence de Régulation des Communications Electroniques et des Postes	ARCEP
12	EPIC	Gabon 24	G 24
13	SE	Société de Patrimoine, du Service de l'Eau potable, de l'Energie électrique et de l'Assainissement	SPSEPEEA
14	SE	Gabon Oil Company	GOC
15	SE	Société Gabonaise d'Entreposage des Produits Pétroliers	SGEPP
16	SE	Société Gabonaise de Raffinage	SOGARA
17	SE	Société gabonaise PIZO de Formulation des Lubrifiants	PIZOLUB
18	EPA	Conseil National de l'Eau et de l'Electricité	CNEE
19	EPA	Centre Technique de l'Habitat	CTH
20	EPA	École Nationale du Cadastre et des Sciences Géographiques	ENCSG
21	EPIC	Agence Nationale de L'Urbanisme, des Travaux Topographiques et du Cadastre	ANUTTC
22	EPA	Institut National de la Cartographie	INC
23	SE	Société Nationale Immobilière	SNI
24	EPIC	Laboratoire National du Bâtiment et des Travaux Publics du Gabon	LNBTGP
25	EPA	École des Techniciens des Travaux Publics de Fougamou	ETTPF
26	EPA	Agence Nationale des Grands Travaux d'Infrastructures	ANGTI
27	SE	Société Gabonaise des Transports	SOGATRA
28	SE	Société Gabonaise des Transports Urbains	Trans'Urb
29	EPA	Agence Nationale de l'Aviation Civile	ANAC
30	EPA	Office National de la Sûreté et de la Facilitation des Aéroports du Gabon	ONSFAG
31	EPA	Agence de Sécurité de Navigation Aérienne Gabon	ASECNA Gabon
32	EPIC	Compagnie Nationale de Navigation Intérieure et Internationale	CNNII
33	SE	Office des Ports et Rades du Gabon	OPRAG
34	AAI	Agence de Régulation du Secteur de l'Eau Potable et de l'Energie Electrique	ARSEE
35	AAI	Autorité de Régulation et de Transports Ferroviaires	ARTF

2.3 PÔLE DEVELOPPEMENT HUMAIN ET PROSPERITE PARTAGEE

Ce pôle s'appuie sur les notions essentielles du développement humain telles que l'éducation, la formation professionnelle, la santé, la recherche, le travail, les affaires sociales, la culture et le sport. Il regroupe en son sein les 54 SPP retracés dans le tableau ci- après.

Tableau n°2 : SPP du pôle développement humain et prospérité partagée

N°	Statut SPP	Libellé SPP	Acronyme
1	EPA	Bureau Gabonais des Droits d'Auteurs et des Droits Voisins	BUGADA
2	EPA	École Nationale d'Arts et Métiers	ENAM
3	EPA	Musée National des Arts et Tradition	MNAT
4	EPA	Théâtre National	TN
5	EPA	École Doctorale Régionale	EDR
6	EPA	École Normale Supérieure	ENS
7	EPA	École Normale Supérieure de l'Enseignement Technique	ENSET
8	EPA	Institut National de Sciences et de Gestion	INSG
9	EPA	Institut Supérieur de Technologie	IST
10	EPA	Institut Universitaire des Sciences de l'Organisation	IUSO
11	EPA	Université Omar Bongo	UOB
12	EPA	Université des Sciences de la Santé	USS
13	EPA	Université des Sciences et Techniques de Masuku	USTM
14	EPA	Centre National de la recherche Scientifique et Technologique	CENAREST
15	EPA	Institut de Recherche Technologique	IRT
16	EPA	Institut de Recherche en Sciences Humaines	IRSH
17	EPA	Institut de Recherche en Ecologie Tropicale	IRET
18	EPA	Institut de Pharmacopée et de Médecine Traditionnelle	IPHAMETRA
19	EPA	Institut de recherches agronomiques et forestières	IRAF
20	EPA	Agence Nationale des Bourses du Gabon	ANBG
21	EPA	Centre National des Œuvres Universitaires administration générale	CNOU
22	EPA	Caisse des Pensions et des Prestations Familiales	CPPF
23	EPA	Office National du Sport	ONS
24	EPA	Institut National de la Jeunesse et des Sports	INJS
25	EPA	Centre National de Gestion des Sceaux et des autres Symboles de la République	CNGSSR
26	EPA	École Nationale de la Magistrature	ENM
27	EPA	Observatoire des Inégalités	OI
28	EPA	Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale	CNAMGS
29	EPA	Observatoire National de la Protection de la Famille	ONPF
30	EPA	Centre Hospitalier Universitaire de Libreville	CHU Libreville
31	EPA	Centre Hospitalier Universitaire d'Owendo	CHU Owendo
32	EPA	Centre Hospitalier Universitaire de la Mère et l'enfant	CHU Mère et enfant
33	EPA	Centre Hospitalier Régional de Mélène	CHR Mélène
34	EPA	Centre Hospitalier Régional de Franceville	CHR Franceville
35	SE	Office Pharmaceutique National	OPN
36	EPA	Centre Hospitalier Régional de Lambaréné	CHR Lambaréné
37	EPA	Centre Hospitalier Régional de Mouila	CHR Mouila
38	EPA	Centre Hospitalier Régional de Tchibanga	CHR Tchibanga
39	EPA	Centre Hospitalier Régional de Makokou	CHR Makokou
40	EPA	Centre Hospitalier Régional de Koulamoutou	CHR Koulamoutou
41	EPA	Centre Hospitalier Régional de Port-Gentil	CHR Port-Gentil
42	EPA	Centre Hospitalier Régional d'Oyem	CHR Oyem
43	EPA	Laboratoire national	LN
44	EPA	Centre National de Transfusion Sanguine	CNTS
45	EPA	Hôpital Sino-Gabonais Libreville	HSGL

N°	Statut SPP	Libellé SPP	Acronyme
46	EPA	Centre National Hémodialyse	CNH
47	EPA	Institut National de Formation d'Action Sanitaire et Sociale Libreville	INFASS Libreville
48	EPA	Hôpital Egypto-Gabonais	HEG
49	EPA	Hôpital Nkembo	HN
50	EPA	École Nationale d'Administration	ENA
51	EPA	École de Préparation aux Carrières Administratives	EPCA
52	EPA	Office National de l'Emploi	ONE
53	EPA	Agence Nationale de la Formation et de Perfectionnement Professionnel	ANFPP
54	EPA	Observatoire National de l'Emploi et de la Formation	ONEF

2.4 PÔLE DIVERSIFICATION ET OPPORTUNITÉ DE CROISSANCE

Le pôle diversification et opportunité de croissance, constitue l'alternative à l'économie actuelle qui est basée sur la rente pétrolière. Il repose essentiellement sur le secteur productif constitué de l'agriculture, l'économie forestière, la protection de l'environnement et le tourisme. Les 9 SPP rattachés audit pôle se déclinent ainsi qu'il suit :

Tableau n°3 : SPP du pôle diversification et opportunité de croissance

N°	Statut SPP	Libellé SPP	Acronyme
1	EPA	Institut Gabonais d'Aide au Développement	IGAD
2	EPIC	Agence Gabonaise de Sécurité Alimentaire	AGASA
3	EPA	Agence de Développement Agricole du Gabon	ADAG
4	EPIC	Agence Gabonaise de Développement et de Promotion du Tourisme et de l'Hôtellerie	AGATOUR
5	EPA	Agence d'Exécution des Activités de la Filière Forêt-Bois	AEAFFB
6	EPIC	Agence Nationale des Parcs Nationaux	ANPN
7	EPA	École Nationale des Eaux et Forêts	ENEF
8	SE	Société Equatoriale des Mines	SEM
9	EPA	Office Gabonais de Propriété Industrielle	OGAPI

2.5 PÔLE SERVICES GENERAUX, ORDRES ET SECURITE

Ce pôle regorge les missions régaliennes de l'Etat, il concerne les secteurs de souveraineté, la fonction publique, la sécurité et la justice. Il regroupe les 04 SPP du tableau qui suit.

Tableau n°4 : SPP du pôle services généraux, ordres et sécurité

N°	Statut SPP	Libellé SPP	Acronyme
1	EPIC	Clean Africa	CA
2	EPA	Hôpital d'instruction des armées BONGO ONDIMBA du PK9	HIABO-PK9
3	EPA	Institut de Cancérologie	IC
4	EPA	Hôpital d'instruction des armées d'Angondjé	HIA-A

2.6 PÔLE AFFAIRES ECONOMIQUES

Ce pôle intègre les industries, l'entrepreneuriat, le commerce, l'économie et le budget. Les 7 SPP relevant de ce pôle sont retracés dans le tableau ci-après.

Tableau n°5 : SPP du pôle affaires économiques

N°	Statut SPP	Libellé SPP	Acronyme
1	EPA	Chambre de Commerce	CC
2	EPA	Agence Gabonaise de Normalisation	AGANOR
3	EPIC	Caisses de Stabilisation et de Péréquation	Caistab
4	EPIC	Caisse de Dépôt et de Consignation	CDC
5	EPIC	Fonds Gabonais d'Investissement Stratégiques	FGIS
6	EPA	Agence Nationale de la Promotion des Investissements	ANPI
7	AAI	Agence de Régulation des Marchés Publics	ARMP

3 CADRE DE GOUVERNANCE ET DE GESTION DES SERVICES PUBLICS PERSONNALISES

3.1 CADRE DE GOUVERNANCE

Les services publics personnalisés (SPP) peuvent être classés en deux catégories. On distingue les SPP évoluant dans un cadre de gouvernance budgétaire des entités majoritairement financées par des subventions ou des recettes affectées de l'Etat et ceux ne disposant d'aucune subvention de l'Etat, financés par les recettes propres.

Ainsi, les critères de gouvernance sont :

- exercer une activité de service public qui puisse explicitement se rattacher à la mise en œuvre d'une politique définie par l'État et identifiée dans la nomenclature budgétaire par destination selon la répartition en mission-programme-action ;
- avoir un financement de 50% assuré par l'État, sous forme de subventions ou indirectement via des ressources affectées, notamment fiscales. Ceci n'exclut pas la possibilité pour un service public d'exercer des activités marchandes à titre subsidiaire ;
- avoir un contrôle direct par l'État qui ne se limite pas à un contrôle budgétaire ou économique et financier mais doit relever de l'exercice d'une tutelle ayant capacité à orienter les décisions stratégiques, que cette faculté s'accompagne ou non de la participation au conseil d'administration.

C'est sur la base de l'ensemble de ces critères permettant de caractériser la proximité des SPP par rapport au budget et aux missions de l'État qu'un service public personnalisé est qualifié de mission de service public et jouissant de par la loi d'une personnalité juridique distincte de celle de l'État. Il est placé sous la tutelle d'un service central.

À ce titre, chaque service public personnalisé :

- dispose d'un patrimoine et de règles de gestion propres ;
- exerce des activités limitées à l'objet de sa mission ;
- est dirigé par un président, des administrateurs, un directeur général, un agent comptable nommé dans les conditions fixées par la loi de création du service personnalisé concerné.

Conformément à l'article 36 de la loi organique n°020/2005 du 3 janvier 2006 fixant les règles de création, d'organisation et de gestion des services de l'Etat : "*l'Etat veille à la bonne administration, à la bonne direction et au respect de l'équilibre budgétaire et financier desdits services*".

3.2 CADRE DE GESTION

Depuis 2018, le Gouvernement a entrepris l'assainissement du cadre de gestion des services publics personnalisés en adoptant les mesures liées à la « rationalisation des établissements publics personnalisés » conformément aux orientations du plan de relance de l'économie.

Cette réforme motivée par des "considérations d'efficacité, de productivité et de clarification de compétences" a abouti à la **suppression de 17 établissements** publics personnalisés sans organisation optimale et n'ayant pas apporté des résultats concrets.

Par ailleurs, environ 60% des SPP ont connu des modifications, dans le cadre de la rationalisation des finances publiques.

L'objectif poursuivi par le gouvernement à travers ces mesures de rationalisation consiste notamment à :

- améliorer le fonctionnement de certains SPP ;
- garantir une action de l'Etat mieux coordonnée dans les domaines stratégiques où les besoins d'améliorer la qualité des services sont urgents ;
- optimiser les coûts relatifs aux investissements dans les SPP pour garantir une meilleure maîtrise des dépenses publiques et plus d'efficacité dans leurs rendus.

4 SITUATIONS D'EXECUTION FINANCIERE DES SERVICES PUBLICS PERSONNALISES

4.1 SITUATION D'EXECUTION DES SPP PAR POLE DE POLITIQUE PUBLIQUE

La situation consolidée des SPP examinés montre une exécution arrêtée à la somme de cent un milliards trois cent cinquante-sept millions huit cent dix-huit mille cinq cent cinquante (101.357.818.550) FCFA pour une dotation à hauteur de cent soixante-huit milliards cinq cent trois millions quatre cent dix-neuf mille quatre-vingt-trois (168.503.419.083) FCFA, soit une exécution de 60% des transferts accordés.

L'analyse de ces données fait ressortir une exécution globale inférieure à la dotation budgétaire pour l'ensemble des pôles.

De cet ensemble, il ressort tout de même que :

- le pôle développement des infrastructures présente une exécution de 129% soit 4.952.398.009 FCFA de plus que la dotation prévisionnelle portée, entre autres, par l'ANAC, l'ANUTTC, l'AGP et Gabon Télévision ;
- le pôle services généraux, ordre et sécurité présente une exécution de 697%, s'expliquant essentiellement par les dépenses du titre 3 de l'Institut de cancérologie qui ne présentait aucune dotation budgétaire, soit 1.113.031.188 FCFA exécutés.

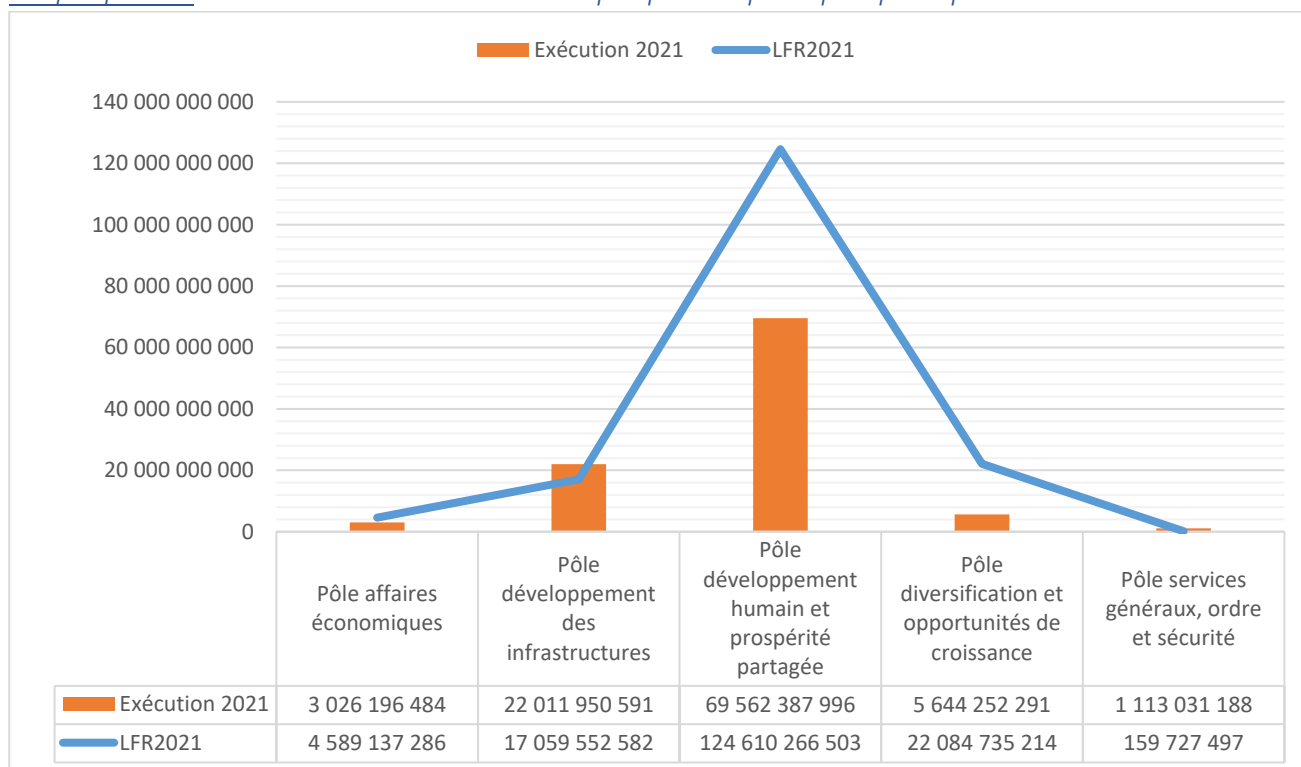
Le détail de l'exécution financière des SPP par pôle de politique publique est retracé dans le tableau ci-après :

Tableau n°6 : Exécution financière des SPP par pôle de politique publique

PÔLES DE POLITIQUE PUBLIQUE	LFR 2021	Exécution 2021	Exécution 2021 (%)	Ecart
Pôle affaires économiques	4 589 137 286	3 026 196 484	66%	-1 562 940 802
Pôle développement des infrastructures	17 059 552 582	22 011 950 591	129%	4 952 398 009
Pôle développement humain et prospérité partagée	124 610 266 503	69 562 387 996	56%	-55 047 878 507
Pôle diversification et opportunités de croissance	22 084 735 214	5 644 252 291	26%	-16 440 482 923
Pôle services généraux, ordre et sécurité	159 727 497	1 113 031 188	697%	953 303 691
Total	168 503 419 083	101 357 818 550	60%	-67 145 600 533

Source : DGBFIP et DGCPT

Graphique n°2 : Situation d'exécution des SPP par pôle de politiques publiques



Au regard du présent graphique, il est à noter une faible propension des dépenses pour les SPP des pôles « diversification et opportunités de croissance » et « développement humain et prospérité partagée ».

4.2 SITUATION D'EXECUTION PAR NATURE DE SPP

La situation d'exécution des crédits par nature des SPP se répartit ainsi qu'il suit :

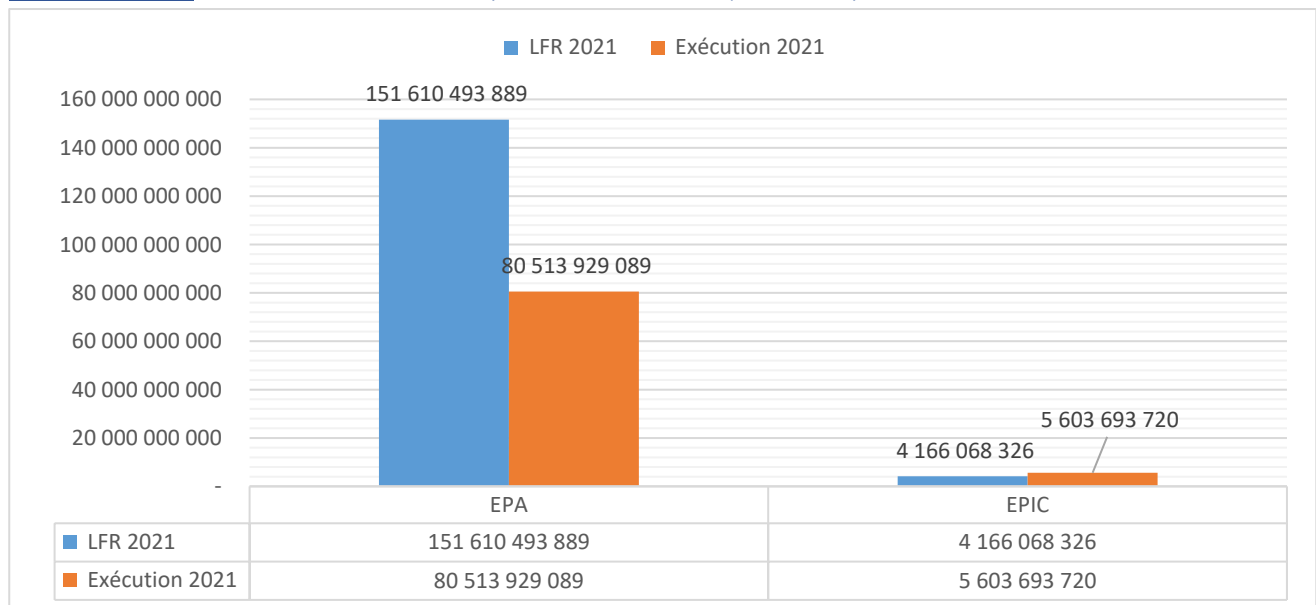
Tableau n°7 : Situation d'exécution des crédits par nature des SPP

	LFR 2021	Exécution 2021	Exécution 2021 (%)	Ecart
EPA	151 610 493 889	80 513 929 089	53,11%	- 71 096 564 800
EPIC	4 166 068 326	5 603 693 720	134,51%	1 437 625 394
AAI	1 047 553 035	1 894 817 994	180,88%	847 264 959
SE	11 679 303 833	13 345 377 747	114,27%	1 666 073 914
Total	168 503 419 083	101 357 818 550	60,15%	- 67 145 600 533

L'exécution des ressources des EPIC est globalement satisfaisante puisqu'elle se situe à 134,5% contre 53% pour les EPA. Ce taux s'explique par la bonne performance enregistrée dans l'exécution, aussi bien des ressources propres que des dotations de l'Etat pour les EPIC.

La contreperformance de l'exécution des EPA s'expliquerait par les mesures de régulation budgétaires prises par le gouvernement afin de tenir compte du niveau de la trésorerie de l'Etat et par l'absence du certificat de conformité donnant droit à la mise à disposition des crédits.

Graphique n°3 : Situation d'exécution par nature de SPP (EPA-EPIC)



4.3 SITUATION D'EXECUTION CONSOLIDEE DES SPP PAR TITRE

La situation d'exécution des crédits des SPP se répartit par titre ainsi qu'il suit :

Tableau n°7 : Exécution des SPP par titre

	LFR 2021 (a)	Exécution 2021 (b)	Exécution 2021 (%)	Ecart (b-a)
Dépenses de personnel	17 023 622 129	42 046 550 617	247%	25 022 928 488
Dépenses de biens et services	19 783 797 265	55 927 008 214	283%	36 143 210 949
Dépenses de transfert	115 915 888 963	74 399 612	0,06%	-115 841 489 351
Dépenses d'investissement	15 780 110 726	3 309 860 107	21%	-12 470 250 619
Total	168 503 419 083	101 357 818 550	60%	-67 145 600 533

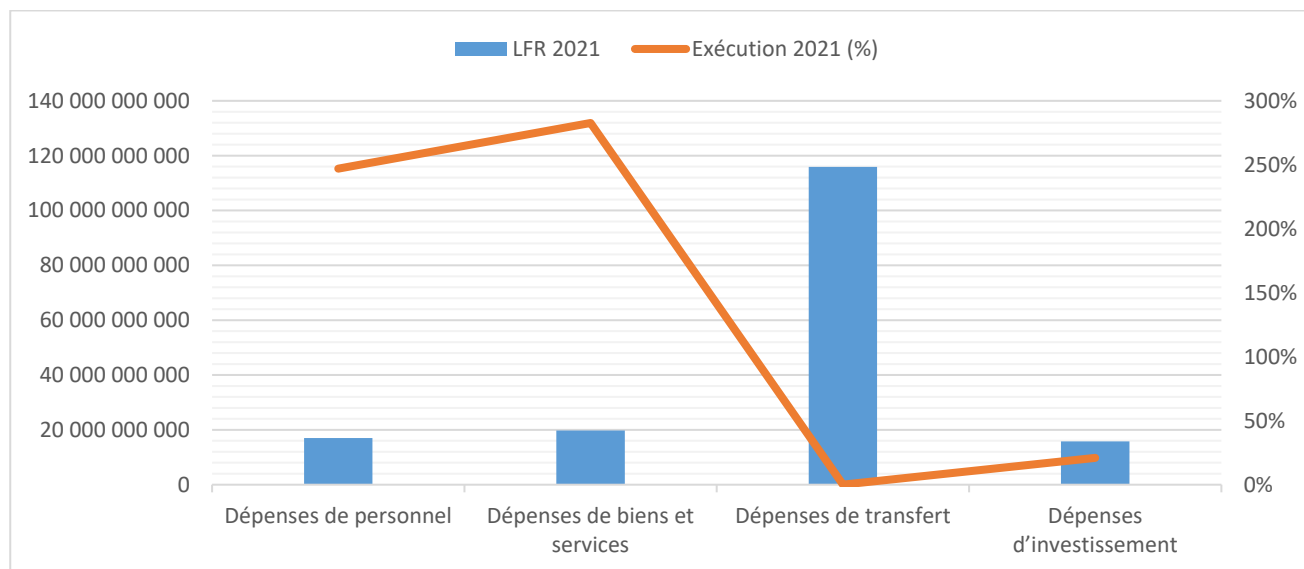
Source : DGBFIP et DGCPT

L'analyse des dépenses fait ressortir une exécution globale des dépenses à hauteur de 61%.

Cette exécution est tirée par les dépenses de personnel et celles des biens et services qui ont été exécutées respectivement à 42.046.550.617 FCFA (soit 247%) contre 17.023.622.129 FCFA en dotations, et 55.927.008.214 FCFA (283%) contre 19.783.797.265 FCFA.

Ces forts taux d'exécution se traduisent par la ventilation des crédits de transferts vers les dépenses de personnel et celles de biens et services pour le paiement des salaires, des parts patronale et salariale CNSS ainsi que des dettes sociales d'une part, et le fonctionnement des SPP, d'autre part.

Graphique n°4 : Situation d'exécution des SPP par type de dépense



4.4 SITUATION D'EXECUTION CONSOLIDEE DES AUTORITES ADMINISTRATIVES INDEPENDANTES

En 2021, le montant des dépenses des autorités administratives autonomes, indépendantes et de régulation s'élève à 1.894.817.994 FCFA sur une dotation de 1.047.553.035 FCFA (181%).

Cette situation d'exécution est principalement tirée par les dépenses de personnel qui se situent à 1.418.480.252 FCFA (512%) contre une dotation de 276.964.800 FCFA et par les dépenses de biens et services exécutées à hauteur de 135%, soit une utilisation de 473.787.842 FCFA sur une dotation de 350.000.000 FCFA.

Tableau n°8 : Exécution des autorités administratives autonomes, indépendantes et de régulation

	LFR 2021 (a)	Exécution 2021 (b)	Exécution 2021 (%)	Ecart (b-a)
Titre 2. Dépenses de personnel	276 964 800	1 418 480 252	512%	1 141 515 452
Titre 3. Dépenses de biens et services	350 000 000	473 787 842	135%	123 787 842
Titre 4. Dépenses de transfert	420 588 235	-	0%	- 420 588 235
Titre 5. Dépenses d'investissement	-	2 549 900	0%	2 549 900
Total	1 047 553 035	1 894 817 994	181%	847 264 959

Source : DGBFIP et DGCPT

ANNEXES

Annexe 1. Répartition globale des SPP par pôle de politiques publiques et par mission

PÔLES DE POLITIQUES PUBLIQUES	EFFECTIF	%
PÔLE AFFAIRES ECONOMIQUES	8	6,96%
Mission 13 : Entrepreneuriat et commerce	1	0,87%
EPA	1	0,87%
Mission 16 : Industrie et mines	1	0,87%
EPA	1	0,87%
Mission 27 : Stratégie économique	4	3,48%
EPA	2	1,74%
EPIC	2	1,74%
Mission 31 : Autorités administratives indépendantes et de régulation	2	1,74%
EPA	2	1,74%
PÔLE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES	3	26,96%
Mission 10 : Communication	11	9,57%
EPA	10	8,70%
EPIC	1	0,87%
Mission 15 : Constructions, logements et équipements collectifs	8	6,96%
EPA	4	3,48%
EPIC	4	3,48%
Mission 17 : Transports	6	5,22%
EPA	6	5,22%
Mission 21 : Pouvoirs Publics	1	0,87%
EPA	1	0,87%
Mission 24 : Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétiques et pétrolières	2	1,74%
EPA	2	1,74%
Mission 31 : Autorités administratives indépendantes et de régulation	3	1,74%
EPA	3	1,74%
Mission 66 : Service public de l'eau et de l'électricité	1	0,87%
EPA	1	0,87%
PÔLE DEVELOPPEMENT HUMAIN ET PROSPERITE PARTAGEE	54	46,96%
Mission 12 : Enseignement supérieur et recherche scientifique	17	14,78%
EPA	17	14,78%
Mission 14 : Gestion des finances publiques	1	0,87%
EPA	1	0,87%
Mission 18 : Jeunesse, sports et Loisirs	2	1,74%
EPA	2	1,74%
Mission 19 : Justice	3	2,61%
EPA	3	2,61%
Mission 22 : Prévoyance sociale	2	1,74%
EPA	2	1,74%
Mission 25 : Santé	20	17,39%
EPA	20	17,39%
Mission 28 : Fonction publique et modernisation de l'Etat	2	1,74%
EPA	2	1,74%
Mission 29 : Travail, emploi et formation professionnelle	3	2,61%
EPA	3	2,61%

PÔLES DE POLITIQUES PUBLIQUES	EFFECTIF	%
Mission 6 : Culture et éducation populaire	4	3,48%
EPA	4	3,48%
PÔLE DIVERSIFICATION ET OPPORTUNITES DECROISSANCE	11	9,57%
Mission 16 : Industrie et mines	2	1,74%
EPA	1	0,87%
EPIC	1	0,87%
Mission 21 : Pouvoirs Publics	2	1,74%
EPA	2	1,74%
Mission 3 : Agriculture, élevage et pêche	3	2,61%
EPA	2	1,74%
EPIC	1	0,87%
Mission 4 : Aménagement du territoire et tourisme	1	0,87%
EPA	1	0,87%
Mission 9 : Economie forestière et protection de l'environnement	3	2,61%
EPA	2	1,74%
EPIC	1	0,87%
PÔLE SERVICES GENERAUX, ORDRE ET SECURITE	11	9,57%
Mission 2 : Administration du territoire	1	0,87%
EPIC	1	0,87%
Mission 31 : Autorités administratives indépendantes et de régulation	7	6,09%
EPA	7	6,09%
Mission 7 : Défense	3	2,61%
EPA	3	2,61%
TOTAL SPP	115	100,00%

Annexe 2. Annexe détaillée de l'exécution des SPP par pôle de politiques publiques

Libellé SPP	Opérations	Titres	LFR 2021	Exécution 2021	Écarts
Agence Gabonaise d'Études et d'Observations Spatiales. AGEOS	Subventions	Titre 2	-	387 586 552	387 586 552
		Titre 3	-	247 901 099	247 901 099
		Titre 4	346 168 554		- 346 168 554
		Titre 5	-		-
	Total		346 168 554	635 487 651	289 319 097
Agence Nationale des Infrastructures Numérique et des Fréquences ANINF	Subventions	Titre 2	6 060 000		- 6 060 000
		Titre 3	377 553 144		- 377 553 144
		Titre 4	281 609 807		- 281 609 807
		Titre 5	-		-
	Total		665 222 951	-	- 665 222 951
Société de Patrimoine des Infrastructures Numériques SPIN	Subventions	Titre 2	-		-
		Titre 3	-		-
		Titre 4	134 756 944		- 134 756 944
		Titre 5	-		-
	Total		134 756 944	-	- 134 756 944
Institut Gabonais de l'Image et du Song IGIS	Subventions	Titre 2	23 431 415		- 23 431 415
		Titre 3	15 080 849		- 15 080 849
		Titre 4	50 000 000		- 50 000 000
		Titre 5	-		-
	Total		88 512 264	-	- 88 512 264
Gabon télévision GT	Subventions	Titre 2	94 872 000	218 880 000	124 008 000
		Titre 3	27 652 356	324 210 589	296 558 233
		Titre 4	58 191 091		- 58 191 091
		Titre 5	-	62 320 540	62 320 540
	Total		180 715 447	605 411 129	424 695 682
Radio Gabon administration générale RG	Subventions	Titre 2	275 066 460	133 931 000	- 141 135 460
		Titre 3	28 691 083	167 597 388	138 906 305
		Titre 4	71 640 500		- 71 640 500

Libellé SPP	Opérations	Titres	LFR 2021	Exécution 2021	Écarts
		Titre 5	-	75 807 024	75 807 024
	Total		375 398 043	377 335 412	1 937 369
Télédiffusion du Gabon TG	Subventions	Titre 2	12 984 000	118 138 200	105 154 200
		Titre 3	84 816 370	168 571 697	83 755 328
		Titre 4	50 000 000	-	50 000 000
		Titre 5	-	-	-
	Total		147 800 370	286 709 897	138 909 528
Agence Gabonaise de Presse AGP	Subventions	Titre 2	-	249 746 000	249 746 000
		Titre 3	-	142 279 593	142 279 593
		Titre 4	229 690 728	-	229 690 728
		Titre 5	-	59 454 073	59 454 073
	Total		229 690 728	451 479 666	221 788 938
Institut National de la Poste des Technologies de l'Information et de la Communication INPTIC	Subventions	Titre 2	61 986 000	-	61 986 000
		Titre 3	-	-	-
		Titre 4	300 000 000	-	300 000 000
		Titre 5	-	-	-
	Total		361 986 000	-	- 361 986 000
Poste Société Anonyme POSTE SA	Subventions	Titre 2	-	-	-
		Titre 3	-	-	-
		Titre 4	-	-	-
		Titre 5	-	-	-
	Total		-	-	-
Agence de Régulation des Communications Electroniques et des Postes ARCEP	Subventions	Titre 2	-	-	-
		Titre 3	-	-	-
		Titre 4	-	-	-
		Titre 5	-	-	-
	Total		-	-	-
Gabon 24	Subventions	Titre 2	-	552 556 968	552 556 968
		Titre 3	942 818 850	253 935 148	- 688 883 702
		Titre 4	-	-	-

Libellé SPP	Opérations	Titres	LFR 2021	Exécution 2021	Écarts
		Titre 5	-	26 872 690	26 872 690
	Total		942 818 850	833 364 806	- 109 454 044
Société de Patrimoine, du Service de l'Eau potable, de l'Energie électrique et de l'Assainissement SPSEPEEA	Subventions	Titre 2			-
		Titre 3			-
		Titre 4			-
		Titre 5			-
	Total		-	-	-
Gabon Oil Company GOC	Subventions	Titre 2			-
		Titre 3			-
		Titre 4			-
		Titre 5			-
	Total		-	-	-
Société Gabonaise d'Entreposage des Produits Pétroliers SGEPP	Subventions	Titre 2			-
		Titre 3			-
		Titre 4			-
		Titre 5			-
	Total		-	-	-
Société Gabonaise de Raffinage SOGARA	Subventions	Titre 2			-
		Titre 3			-
		Titre 4			-
		Titre 5			-
	Total		-	-	-
Société gabonaise PIZO de Formulation des Lubrifiants PIZOLUB	Subventions	Titre 2			-
		Titre 3			-
		Titre 4			-
		Titre 5			-
	Total		-	-	-
Conseil National de l'Eau et de l'Electricité CNEE	Subventions	Titre 2			-
		Titre 3			-
		Titre 4			-

Libellé SPP	Opérations	Titres	LFR 2021	Exécution 2021	Écarts
		Titre 5			-
	Total		-	-	-
Centre Technique de l'Habitat CTH	Subventions	Titre 2	-	37 650 000	37 650 000
		Titre 3	-	10 503 000	10 503 000
		Titre 4	94 903 294		- 94 903 294
		Titre 5	-		-
	Total		94 903 294	48 153 000	- 46 750 294
École Nationale du Cadastre et des Sciences Géographiques ENCSG	Subventions	Titre 2	209 930 000	11 900 000	- 198 030 000
		Titre 3	-	96 581 500	96 581 500
		Titre 4	353 022 000		- 353 022 000
		Titre 5	-		-
	Total		562 952 000	108 481 500	- 454 470 500
Agence Nationale de L'Urbanisme, des Travaux Topographiques et du Cadastre ANUTTC	Subventions	Titre 2	-	1 401 074 364	1 401 074 364
		Titre 3	-	804 220 905	804 220 905
		Titre 4	1 068 718 826		- 1 068 718 826
		Titre 5	-	194 900 203	194 900 203
	Total		1 068 718 826	2 400 195 472	1 331 476 646
Institut National de la Cartographie INC	Subventions	Titre 2	220 824 538		- 220 824 538
		Titre 3	-	190 803 076	190 803 076
		Titre 4	152 245 056		- 152 245 056
		Titre 5	-		-
	Total		373 069 594	190 803 076	- 182 266 518
Société Nationale Immobilière SNI	Subventions	Titre 2			-
		Titre 3			-
		Titre 4			-
		Titre 5			-
	Total		-	-	-
Laboratoire National du Bâtiment et des Travaux Publics du Gabon LNBTPG	Subventions	Titre 2	-	403 215 611	403 215 611
		Titre 3	-	139 755 584	139 755 584
		Titre 4	782 478 056		- 782 478 056

Libellé SPP	Opérations	Titres	LFR 2021	Exécution 2021	Écarts
		Titre 5	-	9 120 602	9 120 602
	Total		782 478 056	552 091 797	- 230 386 259
École des Techniciens des Travaux Publics de Fougamou ETTPF	Subventions	Titre 2			-
		Titre 3			-
		Titre 4			-
		Titre 5			-
	Total		-	-	-
Agence Nationale des Grands Travaux d'Infrastructures ANGTI	Subventions	Titre 2			-
		Titre 3			-
		Titre 4			-
		Titre 5			-
	Total		-	-	-
Société Gabonaise des Transports SOGATRA	Subventions	Titre 2	-	5 112 162 570	5 112 162 570
		Titre 3	-	818 799 614	818 799 614
		Titre 4	4 313 426 856		- 4 313 426 856
		Titre 5		2 542 793	2 542 793
	Total		4 313 426 856	5 933 504 977	1 620 078 121
Société Gabonaise des Transports Urbains Trans'Urb	Subventions	Titre 2	-	1 205 082 755	1 205 082 755
		Titre 3	-	3 924 071 600	3 924 071 600
		Titre 4	4 499 827 220		- 4 499 827 220
		Titre 5	-	167 546 406	167 546 406
	Total		4 499 827 220	5 296 700 761	796 873 541
Agence Nationale de l'Aviation Civile ANAC	Subventions	Titre 2		1 856 699 346	1 856 699 346
		Titre 3	23 333 334	587 622 337	564 289 003
		Titre 4	151 909 766		- 151 909 766
		Titre 5		152 451 770	152 451 770
	Total		175 243 100	2 596 773 453	2 421 530 353
Office National de la Sûreté et de la Facilitation des Aéroports du Gabon ONSFAG	Subventions	Titre 2	300 000 000		- 300 000 000
		Titre 3	47 581 440		- 47 581 440
		Titre 4	163 676 847		- 163 676 847

Libellé SPP	Opérations	Titres	LFR 2021	Exécution 2021	Écarts
		Titre 5			-
	Total		511 258 287		- 511 258 287
Agence de Sécurité de Navigation Aérienne Gabon ASECNA Gabon	Subventions	Titre 2	-		-
		Titre 3	-		-
		Titre 4	108 235 294		- 108 235 294
		Titre 5	-		-
	Total		108 235 294		- 108 235 294
Compagnie Nationale de Navigation Intérieure et Internationale CNNII	Subventions	Titre 2	-		-
		Titre 3	-		-
		Titre 4	662 816 869		- 662 816 869
		Titre 5	-		-
	Total		662 816 869		- 662 816 869
Office des Ports et Rades du Gabon OPRAG	Subventions	Titre 2			-
		Titre 3			-
		Titre 4			-
		Titre 5			-
	Total		-	-	-
Agence de Régulation du Secteur de l'Eau Potable et de l'Energie Electrique ARSEE	Subventions	Titre 2	12 964 800	366 838 000	353 873 200
		Titre 3		97 530 784	97 530 784
		Titre 4	420 588 235		- 420 588 235
		Titre 5			-
	Total		433 553 035	464 368 784	30 815 749
Autorité de Régulation et de Transports Ferroviaires ARTF	Subventions	Titre 2		875 217 252	875 217 252
		Titre 3		353 322 058	353 322 058
		Titre 4			-
		Titre 5		2 549 900	2 549 900
	Total		-	1 231 089 210	1 231 089 210
Bureau Gabonais des Droits d'Auteurs et des Droits Voisins (BUGADA)	Subventions	Titre 2	1 676 000		- 1 676 000
		Titre 3	-	34 597 000	34 597 000
		Titre 4	23 529 412		- 23 529 412

Libellé SPP	Opérations	Titres	LFR 2021	Exécution 2021	Écarts
		Titre 5	-		-
	Total		25 205 412	34 597 000	9 391 588
École Nationale d'Arts et Métiers (ENAM)	Subventions	Titre 2	95 005 076		- 95 005 076
		Titre 3	-		-
		Titre 4	35 294 118		- 35 294 118
		Titre 5	260 000 000		- 260 000 000
	Total		390 299 194	-	- 390 299 194
Musée National des Arts et Tradition (MNAT)	Subventions	Titre 2	25 890 000		- 25 890 000
		Titre 3	-		-
		Titre 4	35 294 118		- 35 294 118
		Titre 5	-		-
	Total		61 184 118	-	- 61 184 118
Théâtre National (TN)	Subventions	Titre 2	1 890 000		- 1 890 000
		Titre 3	-	7 000 000	7 000 000
		Titre 4	23 529 412		- 23 529 412
		Titre 5	-		-
	Total		25 419 412	7 000 000	- 18 419 412
École Doctorale Régionale (EDR)	Subventions	Titre 2	69 728 000	75 780 000	6 052 000
		Titre 3	104 500 000	61 306 972	- 43 193 028
		Titre 4	15 000 000		- 15 000 000
		Titre 5	-		-
	Total		189 228 000	137 086 972	- 52 141 028
École Normale Supérieure (ENS)	Subventions	Titre 2	530 511 000	365 253 410	- 165 257 590
		Titre 3	409 500 000	130 872 915	- 278 627 085
		Titre 4	115 000 000		- 115 000 000
		Titre 5	-	2 691 000	2 691 000
	Total		1 055 011 000	498 817 325	- 556 193 675
École Normale Supérieure de l'Enseignement Technique (ENSET)	Subventions	Titre 2	196 251 000	82 873 950	- 113 377 050
		Titre 3	222 500 000	145 076 341	- 77 423 659
		Titre 4	41 764 706		- 41 764 706

Libellé SPP	Opérations	Titres	LFR 2021	Exécution 2021	Écarts
		Titre 5	-	2 000 000	2 000 000
	Total		460 515 706	229 950 291	- 230 565 415
Institut National de Sciences et de Gestion (INSG)	Subventions	Titre 2	324 468 000	308 656 306	- 15 811 694
		Titre 3	152 663 482	28 389 305	- 124 274 177
		Titre 4	37 000 000		- 37 000 000
		Titre 5	-		-
	Total		514 131 482	337 045 611	- 177 085 871
Institut Supérieur de Technologie (IST)	Subventions	Titre 2	304 212 000	299 123 442	- 5 088 558
		Titre 3	116 250 000	38 434 820	- 77 815 180
		Titre 4	21 206 015		- 21 206 015
		Titre 5	-		-
	Total		441 668 015	337 558 262	- 104 109 753
Institut Universitaire des Sciences de l'Organisation (IUSO)	Subventions	Titre 2	229 812 000		- 229 812 000
		Titre 3	116 914 141		- 116 914 141
		Titre 4	20 882 353		- 20 882 353
		Titre 5	-		-
	Total		367 608 494		- 367 608 494
Université Omar Bongo (UOB)	Subventions	Titre 2	1 761 122 000	1 573 506 466	- 187 615 534
		Titre 3	875 930 805	515 491 296	- 360 439 509
		Titre 4	42 647 059		- 42 647 059
		Titre 5	-	55 799 718	55 799 718
	Total		2 679 699 864	2 144 797 480	- 534 902 384
Université des Sciences de la Santé (USS)	Subventions	Titre 2	671 885 466	914 080 125	242 194 659
		Titre 3	468 752 181	727 066 944	258 314 763
		Titre 4	40 000 000		- 40 000 000
		Titre 5	-		-
	Total		1 180 637 647	1 641 147 069	460 509 422
Université des Sciences et Techniques de Masuku (USTM)	Subventions	Titre 2	1 376 272 432	706 402 691	- 669 869 741
		Titre 3	552 140 748	279 039 204	- 273 101 544
		Titre 4	36 764 706		- 36 764 706

Libellé SPP	Opérations	Titres	LFR 2021	Exécution 2021	Écarts
		Titre 5	-		-
	Total		1 965 177 885	985 441 895	- 979 735 990
Centre National de la recherche Scientifique et Technologique (CENAREST)	Subventions	Titre 2	266 745 523	93 093 822	- 173 651 701
		Titre 3	27 428 886	28 617 507	1 188 621
		Titre 4	-		-
		Titre 5	-	4 597 300	4 597 300
	Total		294 174 409	126 308 629	- 167 865 780
Institut de Recherche Technologique (IRT)	Subventions	Titre 2	-		-
		Titre 3	20 706 530	2 250 000	- 18 456 530
		Titre 4	-		-
		Titre 5	-	5 422 148	5 422 148
	Total		20 706 530	7 672 148	- 13 034 382
Institut de Recherche en Sciences Humaines (IRSH)	Subventions	Titre 2	-	4 396 130	4 396 130
		Titre 3	29 239 848	10 785 867	- 18 453 981
		Titre 4	-		-
		Titre 5	-		-
	Total		29 239 848	15 181 997	- 14 057 851
Institut de Recherche en Ecologie Tropicale (IRET)	Subventions	Titre 2	2 310 000		- 2 310 000
		Titre 3	27 195 455	8 699 999	- 18 495 456
		Titre 4	-		-
		Titre 5	-	31 806 875	31 806 875
	Total		29 505 455	40 506 874	11 001 419
Institut de Pharmacopée et de Médecine Traditionnelle (IPHAMETRA)	Subventions	Titre 2	3 863 477	1 000 000	- 2 863 477
		Titre 3	30 802 448	9 384 883	- 21 417 565
		Titre 4	-		-
		Titre 5	-		-
	Total		34 665 925	10 384 883	- 24 281 042
Institut de recherches agronomiques et forestières (IRAF)	Subventions	Titre 2	-		-
		Titre 3	29 315 210	2 000 000	- 27 315 210
		Titre 4	-		-

Libellé SPP	Opérations	Titres	LFR 2021	Exécution 2021	Écarts
		Titre 5	-	11 522 868	11 522 868
	Total		29 315 210	13 522 868	- 15 792 342
Agence Nationale des Bourses du Gabon (ANBG)	Subventions	Titre 2	10 911 076	2 888 608 702	2 877 697 626
		Titre 3		556 735 564	556 735 564
		Titre 4	48 434 528 324		- 48 434 528 324
		Titre 5	37 386 000	501 211 878	463 825 878
	Total		48 482 825 400	3 946 556 144	- 44 536 269 256
Centre National des Œuvres Universitaires administration générale (CNOU)	Subventions	Titre 2	1 396 431 153	199 082 454	- 1 197 348 699
		Titre 3	3 315 034 000	1 403 777 210	- 1 911 256 790
		Titre 4		2 172 254	2 172 254
		Titre 5			-
	Total		4 711 465 153	1 605 031 918	- 3 106 433 235
Caisse des Pensions et des Prestations Familiales (CPPF)	Subventions	Titre 2		1 639 960 893	1 639 960 893
		Titre 3	782 143 109	526 992 886	- 255 150 223
		Titre 4	46 000 000		- 46 000 000
		Titre 5		364 105 249	364 105 249
	Total		828 143 109	2 531 059 028	1 702 915 919
Office National du Sport (ONS)	Subventions	Titre 2	25 788 000		- 25 788 000
		Titre 3	-		-
		Titre 4	329 411 765		- 329 411 765
		Titre 5	-		-
	Total		355 199 765		- 355 199 765
Institut National de la Jeunesse et des Sports (INJS)	Subventions	Titre 2	125 982 000	47 086 500	- 78 895 500
		Titre 3		18 619 909	18 619 909
		Titre 4	241 655 800		- 241 655 800
		Titre 5	-	2 500 000	2 500 000
	Total		367 637 800	68 206 409	- 299 431 391
Centre National de Gestion des Sceaux et des autres Symboles de la République (CNGSSR)	Subventions	Titre 2	-		-
		Titre 3	568 223 000		- 568 223 000
		Titre 4	-		-

Libellé SPP	Opérations	Titres	LFR 2021	Exécution 2021	Écarts
		Titre 5	-		-
	Total		568 223 000	-	- 568 223 000
École Nationale de la Magistrature (ENM)	Subventions	Titre 2	111 919 000	92 421 000	- 19 498 000
		Titre 3	265 000 000	11 250 000	- 253 750 000
		Titre 4	310 000 000		- 310 000 000
		Titre 5	-		-
	Total		686 919 000	103 671 000	- 583 248 000
Observatoire des Inégalités	Subventions	Titre 2	36 000 000		- 36 000 000
		Titre 3	20 000 000		- 20 000 000
		Titre 4	-		-
		Titre 5	-		-
	Total		56 000 000		- 56 000 000
Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale (CNAMGS)	Subventions	Titre 2	-		-
		Titre 3	-	30 243 123 657	30 243 123 657
		Titre 4	31 874 661 893		- 31 874 661 893
		Titre 5	-		-
	Total		31 874 661 893	30 243 123 657	- 1 631 538 236
Observatoire National de la Protection de la Famille (ONPF)	Subventions	Titre 2			0
		Titre 3			0
		Titre 4			0
		Titre 5			0
	Total		-	-	-
Centre Hospitalier Universitaire de Libreville (CHU Libreville)	Subventions	Titre 2	843 581 832	2 610 777 464	1 767 195 632
		Titre 3	983 914 272	648 307 509	- 335 606 763
		Titre 4	1 462 018 108		- 1 462 018 108
		Titre 5	-	112 439 514	112 439 514
	Total		3 289 514 212	3 371 524 487	82 010 275
Centre Hospitalier Universitaire d'Owendo (CHU Owendo)	Subventions	Titre 2	309 270 000	1 111 271 311	802 001 311
		Titre 3	966 430 134	1 327 377 340	360 947 206
		Titre 4	619 830 462		- 619 830 462

Libellé SPP	Opérations	Titres	LFR 2021	Exécution 2021	Écarts
		Titre 5	-	172 619 464	172 619 464
	Total		1 895 530 596	2 611 268 115	715 737 519
Centre Hospitalier Universitaire de la Mère et l'enfant (CHU Mère et enfant)	Subventions	Titre 2	243 570 000	2 797 000 827	2 553 430 827
		Titre 3	812 418 118	1 571 719 488	759 301 370
		Titre 4	643 542 885	-	643 542 885
		Titre 5	-	69 993 000	69 993 000
	Total		1 699 531 003	4 438 713 315	2 739 182 312
Centre Hospitalier Régional de Melen (CHR Melen)	Subventions	Titre 2	273 239 456	373 417 740	100 178 284
		Titre 3	294 256 399	155 860 821	- 138 395 578
		Titre 4	315 736 654	40 753 458	- 274 983 196
		Titre 5	-	-	-
	Total		883 232 509	570 032 019	- 313 200 490
Centre Hospitalier Régional de Franceville (CHR Franceville)	Subventions	Titre 2	118 248 000	502 465 975	384 217 975
		Titre 3	325 242 067	606 301 271	281 059 204
		Titre 4	223 009 238	-	223 009 238
		Titre 5	-	8 420 000	8 420 000
	Total		666 499 305	1 117 187 246	450 687 941
Office Pharmaceutique National (OPN)	Subventions	Titre 2	41 071 688	389 545 946	348 474 258
		Titre 3	994 828 457	1 713 570 714	718 742 257
		Titre 4	932 575 799	-	932 575 799
		Titre 5	-	12 055 349	12 055 349
	Total		1 968 475 944	2 115 172 009	146 696 065
Centre Hospitalier Régional de Lambaréné (CHR Lambaréné)	Subventions	Titre 2	99 058 980	354 864 480	255 805 500
		Titre 3	156 250 000	240 107 158	83 857 158
		Titre 4	89 815 050	-	89 815 050
		Titre 5	-	-	-
	Total		345 124 030	594 971 638	249 847 608
Centre Hospitalier Régional de Mouila (CHR Mouila)	Subventions	Titre 2	175 510 000	206 795 627	31 285 627
		Titre 3	304 426 873	314 609 921	10 183 048
		Titre 4	120 184 619	-	120 184 619

Libellé SPP	Opérations	Titres	LFR 2021	Exécution 2021	Écarts
		Titre 5	-	4 491 000	4 491 000
	Total		600 121 492	525 896 548	- 74 224 944
Centre Hospitalier Régional de Tchibanga (CHR Tchibanga)	Subventions	Titre 2	129 720 000	195 219 224	65 499 224
		Titre 3	158 088 154	266 994 983	108 906 829
		Titre 4	271 922 587		- 271 922 587
		Titre 5	-	30 966 460	30 966 460
	Total		559 730 741	493 180 667	- 66 550 074
Centre Hospitalier Régional de Makokou (CHR Makokou)	Subventions	Titre 2	100 764 000	10 162 177	- 90 601 823
		Titre 3	125 000 000	12 018 003	- 112 981 997
		Titre 4	177 002 801		- 177 002 801
		Titre 5	-	400 000	400 000
	Total		402 766 801	22 580 180	- 380 186 621
Centre Hospitalier Régional de Koulamoutou (CHR Koulamoutou)	Subventions	Titre 2	110 892 000	243 719 322	132 827 322
		Titre 3	221 208 341	245 567 817	24 359 476
		Titre 4	96 655 208		- 96 655 208
		Titre 5	-	145 807 218	145 807 218
	Total		428 755 549	635 094 357	206 338 808
Centre Hospitalier Régional de Port-Gentil (CHR Port-Gentil)	Subventions	Titre 2	243 670 300	682 112 516	438 442 216
		Titre 3	346 926 600	452 821 038	105 894 438
		Titre 4	149 596 384		- 149 596 384
		Titre 5	-		-
	Total		740 193 284	1 134 933 554	394 740 270
Centre Hospitalier Régional d'Oyem (CHR Oyem)	Subventions	Titre 2	78 720 000	296 295 931	217 575 931
		Titre 3	247 880 681	279 157 482	31 276 801
		Titre 4	149 596 384		- 149 596 384
		Titre 5	-	24 909 431	24 909 431
	Total		476 197 065	600 362 844	124 165 779
Laboratoire national (LN)	Subventions	Titre 2	22 767 228	102 959 022	80 191 794
		Titre 3	73 700 667	93 656 941	19 956 274
		Titre 4	89 866 253		- 89 866 253

Libellé SPP	Opérations	Titres	LFR 2021	Exécution 2021	Écarts
		Titre 5	-		-
	Total		186 334 148	196 615 963	10 281 815
Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS)	Subventions	Titre 2	23 923 500	379 199 138	355 275 638
		Titre 3	597 850 474	1 028 475 138	430 624 664
		Titre 4	452 670 329		- 452 670 329
		Titre 5	-	254 707 660	254 707 660
	Total		1 074 444 303	1 662 381 936	587 937 633
Hôpital Sino-Gabonais Libreville (HSGL)	Subventions	Titre 2	82 329 075	374 462 051	292 132 976
		Titre 3	474 340 557	289 875 715	- 184 464 842
		Titre 4	128 997 960		- 128 997 960
		Titre 5	-	69 540 142	69 540 142
	Total		685 667 592	733 877 908	48 210 316
Centre National Hémodialyse (CNH)	Subventions	Titre 2	-	363 138 995	363 138 995
		Titre 3	427 953 030	572 216 398	144 263 368
		Titre 4	719 781 742		- 719 781 742
		Titre 5	-	104 254 400	104 254 400
	Total		1 147 734 772	1 039 609 793	- 108 124 979
Institut National de Formation d'Action Sanitaire et Sociale Libreville (INFASS)	Subventions	Titre 2	21 660 000	170 782 500	149 122 500
		Titre 3	426 019 146	88 701 850	- 337 317 296
		Titre 4	418 019 307		- 418 019 307
		Titre 5	-		-
	Total		865 698 453	259 484 350	- 606 214 103
Hôpital Egypto-Gabonais (HEG)	Subventions	Titre 2		487 338 297	487 338 297
		Titre 3	185 200 638	282 080 442	96 879 804
		Titre 4	191 471 787		- 191 471 787
		Titre 5	-	125 156 456	125 156 456
	Total		376 672 425	894 575 195	517 902 770
Hôpital Nkembo (HN)	Subventions	Titre 2	-	242 994 584	242 994 584
		Titre 3	153 937 291	138 303 904	- 15 633 387
		Titre 4	180 588 235		- 180 588 235

Libellé SPP	Opérations	Titres	LFR 2021	Exécution 2021	Écarts
		Titre 5	-	75 032 477	75 032 477
	Total		334 525 526	456 330 965	121 805 439
École Nationale d'Administration (ENA)	Subventions	Titre 2	87 813 500	37 990 785	- 49 822 715
		Titre 3	77 796 051	63 895 913	- 13 900 138
		Titre 4	122 318 662		- 122 318 662
		Titre 5	-		-
	Total		287 928 214	101 886 698	- 186 041 516
École de Préparation aux Carrières Administratives (EPCA)	Subventions	Titre 2	402 935 852	65 355 000	- 337 580 852
		Titre 3	48 362 048	64 778 489	16 416 442
		Titre 4	163 087 338		- 163 087 338
		Titre 5	-		-
	Total		614 385 238	130 133 489	- 484 251 749
Office National de l'Emploi (ONE)	Subventions	Titre 2	923 582 404	37 684 499	- 885 897 905
		Titre 3	-	129 117 874	129 117 874
		Titre 4	225 018 198		- 225 018 198
		Titre 5	-	49 898 287	49 898 287
	Total		1 148 600 602	216 700 660	- 931 899 942
Agence Nationale de la Formation et de Perfectionnement Professionnel (ANFPP)	Subventions	Titre 2	1 767 032 976	540 983 100	- 1 226 049 876
		Titre 3	1 200 000 000	34 223 500	- 1 165 776 500
		Titre 4	3 241 101 000		- 3 241 101 000
		Titre 5	-		-
	Total		6 208 133 976	575 206 600	- 5 632 927 376
Observatoire National de l'Emploi et de la Formation (ONEF)	Subventions	Titre 2			0
		Titre 3			0
		Titre 4			0
		Titre 5			0
	Total		-	-	-
Clean Africa (CA)	Subventions	Titre 2	-		-
		Titre 3	-		-
		Titre 4	-		-
		Titre 5	-		-

Libellé SPP	Opérations	Titres	LFR 2021	Exécution 2021	Écarts
	Total		-	-	-
Hôpital d'instruction des armées Bongo Ondimba du PK9 (HIABO-PK9)	Subventions	Titre 2	-		-
		Titre 3	-		-
		Titre 4	-		-
		Titre 5	-		-
	Total		-	-	-
Institut de Cancérologie	Subventions	Titre 2	-	55 774 868	55 774 868
		Titre 3	-	1 057 256 320	1 057 256 320
		Titre 4	-		-
		Titre 5	-		-
	Total		-	1 113 031 188	1 113 031 188
Hôpital d'instruction des armées d'Angondjé (HIA-A)	Subventions	Titre 2	159 727 497		- 159 727 497
		Titre 3	-		-
		Titre 4	-		-
		Titre 5	-		-
	Total		159 727 497	-	- 159 727 497
Chambre de Commerce	Subventions	Titre 2	-	163 341 062	163 341 062
		Titre 3	-	21 157 947	21 157 947
		Titre 4	159 236 981		- 159 236 981
		Titre 5	-		-
	Total		159 236 981	184 499 009	25 262 028
Agence Gabonaise de Normalisation (AGANOR)	Subventions	Titre 2	-	926 543 767	926 543 767
		Titre 3	-	226 995 621	226 995 621
		Titre 4	93 497 933		- 93 497 933
		Titre 5	-	48 376 952	48 376 952
	Total		93 497 933	1 201 916 340	1 108 418 407
Caisses de Stabilisation et de Péréquation (CAISTAB)	Subventions	Titre 2	-	26 331 520	26 331 520
		Titre 3	-	25 000 000	25 000 000
		Titre 4	500 000 000		- 500 000 000
		Titre 5	-	11 970 000	11 970 000

Libellé SPP	Opérations	Titres	LFR 2021	Exécution 2021	Écarts
	Total		500 000 000	63 301 520	- 436 698 480
Caisse des Dépôts et de Consignations (CDC)	Subventions	Titre 2			-
		Titre 3	150 000 000		- 150 000 000
		Titre 4	-		-
		Titre 5	-		-
	Total		150 000 000	-	- 150 000 000
Fonds Gabonais d'Investissement Stratégique (FGIS)	Subventions	Titre 2	-		-
		Titre 3	-		-
		Titre 4	855 000 000		- 855 000 000
		Titre 5	-		-
	Total		855 000 000	-	- 855 000 000
Agence Nationale de la Promotion des Investissements (ANPI)	Subventions	Titre 2	1 021 002 372	1 259 184 312	238 181 940
		Titre 3	-	108 116 053	108 116 053
		Titre 4	750 000 000		- 750 000 000
		Titre 5	446 400 000	9 819 250	- 436 580 750
	Total		2 217 402 372	1 377 119 615	- 840 282 757
Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP)	Subventions	Titre 2	264 000 000	176 425 000	- 87 575 000
		Titre 3	350 000 000	22 935 000	- 327 065 000
		Titre 4	-		-
		Titre 5	-		-
	Total		614 000 000	199 360 000	- 414 640 000
Institut Gabonais d'Aide au Développement (IGAD)	Subventions	Titre 2	-		-
		Titre 3	-		-
		Titre 4	151 707 509		- 151 707 509
		Titre 5	-		-
	Total		151 707 509		- 151 707 509
Agence Gabonaise de Sécurité Alimentaire (AGASA)	Subventions	Titre 2	-	1 214 346 688	1 214 346 688
		Titre 3	-	117 505 501	117 505 501
		Titre 4	90 147 059		- 90 147 059
		Titre 5	-	189 742 017	189 742 017

Libellé SPP	Opérations	Titres	LFR 2021	Exécution 2021	Écarts
	Total		90 147 059	1 521 594 206	1 431 447 147
Agence de Développement Agricole du Gabon (ADAG)	Subventions	Titre 2	48 625 000	139 798 809	91 173 809
		Titre 3	-	111 527 585	111 527 585
		Titre 4	395 977 647		- 395 977 647
		Titre 5	-		-
	Total		444 602 647	251 326 394	- 193 276 253
Agence Gabonaise de Développement et de la Promotion du Tourisme et de l'Hôtellerie (AGATOUR)	Subventions	Titre 2		234 209 038	234 209 038
		Titre 3		62 238 401	62 238 401
		Titre 4	76 905 535		- 76 905 535
		Titre 5	200 000 000		- 200 000 000
	Total		276 905 535	296 447 439	19 541 904
Agence d'exécution des Activités de la Filière Forêts Bois (AEAFFB)	Subventions	Titre 2	-		-
		Titre 3	-	70 500 000	70 500 000
		Titre 4	296 492 121	31 473 900	- 265 018 221
		Titre 5	-		-
	Total		296 492 121	101 973 900	- 194 518 221
Agence Nationale des Parcs Nationaux (ANPN)	Subventions	Titre 2	140 719 746	2 789 654 732	2 648 934 986
		Titre 3	-	265 081 203	265 081 203
		Titre 4	5 025 844 152		- 5 025 844 152
		Titre 5	14 836 324 726	45 677 563	- 14 790 647 163
	Total		20 002 888 624	3 100 413 498	- 16 902 475 126
École Nationale des Eaux et Forêts (ENEF)	Subventions	Titre 2	478 394 307	262 399 801	- 215 994 506
		Titre 3	-	101 736 623	101 736 623
		Titre 4	195 068 000		- 195 068 000
		Titre 5	-	8 360 430	8 360 430
	Total		673 462 307	372 496 854	- 300 965 453
Société Équatoriale des Mines (SEM)	Subventions	Titre 2	-		-
		Titre 3	-		-
		Titre 4	100 000 000		- 100 000 000
		Titre 5	-		-
	Total		100 000 000		- 100 000 000

Libellé SPP	Opérations	Titres	LFR 2021	Exécution 2021	Écarts
Office Gabonais de la Propriété Industrielle (OGAPI)	Subventions	Titre 2	25 000 000		- 25 000 000
		Titre 3	-		-
		Titre 4	23 529 412		- 23 529 412
		Titre 5	-		-
	Total		48 529 412	-	- 48 529 412
	Total Subventions par titre	Titre 2	17 023 622 129	42 046 550 617	25 022 928 488
		Titre 3	19 783 797 265	55 927 008 214	36 143 210 949
		Titre 4	115 915 888 963	74 399 612	-115 841 489 351
		Titre 5	15 780 110 726	3 309 860 107	- 12 470 250 619
	Total Subventions		168 503 419 083	101 357 818 550	- 67 145 600 533